

"Considérez la fibre optique comme un réseau Gigabit"

Dans le cadre de la grand-messe du secteur sous la houlette du FTTH Council Europe, les termes en vogue étaient régulation et financement. En cause, le fait que l'Europe procède à la refonte du cadre réglementaire qui entoure le haut débit. Kristof Van der Stadt

Le choix de la Pologne comme pays hôte de l'édition 2015 de la FTTH Conférence ne tenait nullement du hasard puisque ce pays vient de dégager un budget de € 1 milliard pour la poursuite du développement de son infrastructure télécoms. Andrzej Halicki, le ministre polonais de la Numérisation, affirme que d'ici 5 ans, son pays aura comblé son retard dans le monde numérique. "La Pologne est actuellement un vaste chantier. Dans une première phase, le réseau doit s'étendre sur 45.000km. Rien que ces 2 derniers mois, nous avons construit plus de 10.000km de réseau. L'objectif suivant est clair: le déploiement de la fiber-to-the-home [FTTH, soit l'Internet ultra-rapide grâce à une connexion à fibre optique jusqu'au domicile de l'utilisateur final, NDLR]", dixit Halicki. La Pologne est l'un des rares pays d'Europe de l'Est à ne pas figurer dans le classement des pays dotés d'un réseau FTTH. "Le potentiel de notre marché telco est important, compte tenu des 38 millions d'habitants et des 24 millions d'internautes que compte le pays. 40% de nos

connexions Internet fixes atteignent au moins 30 Mbit/s ce qui est supérieur à la moyenne européenne de 21 Mbit/s", affirme pour sa part Iwona Wendel, du ministère polonais des Infrastructures et du Développement, sans pourtant occulter les problèmes. "C'est surtout la fracture numérique qui nous pose de très nombreux défis. Or il n'existe malheureusement pas de recette miracle pour résoudre ce problème d'un coup de baguette magique. Mais nous devons relever le défi si nous voulons devenir une économie numérique et ne pas nous contenter de bénéficier des subsides européens."

L'EUROPE SE FAIT ENTENDRE

En évoquant l'Europe, le ton était d'emblée donné. Pas vraiment un hasard, et encore moins anecdotique dans la mesure où la Commission européenne envisage de revoir l'Agenda Numérique, d'en actualiser les objectifs et dans la foulée de refondre l'ensemble du cadre législatif. Et s'il est une certitude dans le monde des télécoms, c'est que la régulation, la dérégulation et la co-régulation ont toutes

un impact immédiat sur les résultats financiers des opérateurs et leurs investissements, et notamment dans les réseaux de nouvelle génération comme la fibre optique.

Fátima Barros, présidente de Berec, l'organisation des régulateurs européens, y voit l'occasion de mettre en place une régulation axée sur l'avenir. "Il s'agit là de défis pour les 5 prochaines années. Nous voulons renforcer notre réputation et pas tant réguler la situation actuelle que regarder réellement vers l'avenir. Les modèles financiers traditionnels n'existent plus dans les télécoms, tandis que les frontières sont tombées du fait des acteurs over-the-top et qu'un nouvel écosystème numérique se met en place."

Pour sa part, Karin Ahl, présidente du FTTH Council Europe, a le sentiment que les commissaires européens Oettinger et Ansip travaillent de manière constructive à ce nouveau cadre, mais entend faire passer un message clair. "Les opérateurs dominants peuvent aujourd'hui choisir librement la technologie qui leur semble la mieux appropriée pour résoudre leurs problèmes à court terme.

Pourquoi la Belgique n'est pas un géant mondial du FTTH

Parce que tant Belgacom que Telenet exploitent une topologie de réseau qui rend le FTTH superflu à court terme. Dans le cadre d'un duopole de fait, les deux opérateurs ont longtemps fait la course aux débits et se sont concurrencés surtout en termes de

spécifications. Il en résulte que pour ces hauts débits, nous devons aussi payer des tarifs élevés – mais il s'agit là d'un autre débat. Belgacom adopte un modèle VDSL2 où la fibre optique s'arrête dans l'armoire de rue. La dernière partie de l'Internet est

constituée de câbles de cuivre qui, grâce à une technologie comme le vectoring, autorise des débits les plus élevés possible. De même chez Telenet, de très nombreuses fibres optiques sont enfouies dans le sol, mais le 'last mile' jusque

chez l'utilisateur est constitué de câbles coax. Reste qu'une innovation technique dans le standard de câble Docsis permet d'atteindre des débits jusqu'à 160 Mbit/s en down et 10 Mbit/s en upload pour les connexions résidentielles.



Mais les décideurs devraient spécifier les caractéristiques de chaque technologie", précise-t-elle.

"Certes, il s'agit d'un marché libre, mais lorsque des fonds publics sont impliqués, seules des technologies garantes de l'avenir devraient pouvoir être utilisées", ajoute-t-on au FTTH Council.

Anna Herold, membre de l'équipe de Günther Oettinger, confirme que la Commission européenne entend encadrer les ambitions numériques, mais confirme que les fonds devront surtout venir du secteur privé. "Nous ambitionnons de finaliser le marché numérique unique, mais estimons aussi que le temps est

venu de déployer à grande échelle de nouveaux réseaux. Reste que si nous souhaitons financer ces projets uniquement avec des subsides, nous nous heurterons à un déficit de financement. Nous devons au niveau de l'Europe faire office de levier pour le secteur privé. Nous estimons qu'il faudra certainement € 200 milliards et ces fonds devront venir du secteur privé", considère Herold.

Toujours d'après elle, la nouvelle commission est plus que jamais consciente qu'une telle infrastructure à haut débit européenne est essentielle à la poursuite du développement de la numérisation, ce qui profitera à l'économie et à la société.

NOUVEL AGENDA NUMÉRIQUE ?

L'actuel Agenda Numérique européen évoque un débit Internet d'au moins 30 Mbit/s auquel tous les Européens devraient avoir accès d'ici 2020. Un deuxième objectif précise qu'à cette même échéance, la moitié au moins des ménages européens devront accéder à un débit de 100 Mbit/s.

Dans de très nombreux pays, c'est surtout ce deuxième objectif qui ne sera pas réalisé, alors que nombre d'autres pays l'atteindront bel et bien. "Et si nous atteignons ces objectifs, le scope aura disparu, explique Anna Krzyżanowska, directrice de la Broadband Unit au DG

international FTTH CONFERENCE

Connect (Commission européenne). Dans de très nombreux ménages, nous constatons déjà que la consommation est supérieure à ce que nous avons prévu. Une famille moyenne et ses PC, smartphones et tablettes consomme plus de bande passante que les 30 Mbit/s."

Du coup, certains rêvent ouvertement d'un nouvel objectif, par exemple 1 Gbit/s. "1 Gbit/s? Cette demande émerge de plus en plus. Quoi qu'il en soit, les investissements dans la fibre optique sont future proof et peuvent devenir un levier pour l'innovation et de nouveaux services numériques", note Anna Herold qui ne souhaite cependant pas dévoiler son jeu. La European Local Fibre Alliance (ELFA) – un groupe d'opérateurs européens en fibre optique – récemment créée s'en est d'ailleurs fait un objectif: enabling the Gigabit Society. "Si nous n'évoluons pas dès maintenant vers la société du Gigabit, nous nous retrouverons d'ici 4 ans devant le même débat qu'aujourd'hui sur le haut débit", analyse Wolfgang Heer (ELFA).

"En fait, à titre personnel, je ne comprends pas pourquoi les opérateurs fibres n'optent pas carrément tous pour l'Internet Gigabit. Considérez l'Internet à fibre optique comme l'Internet Gigabit. Ce faisant, ces opérateurs pourront se distinguer clairement des autres opérateurs qui prétendent offrir des débits de fibre, confie Klaus Landefeld, expert en télécoms et membre du comité de direction du fournisseur d'accès Internet allemand Eco – l'équivalent de l'ISPA belge. Il y a même un opérateur mobile qui commercialise ses services sous le nom AirFiber. De quoi créer la confusion, n'est-ce pas?"

Cela étant, il ne faut regarder trop loin.

Dans notre pays également, Telenet vendait également voici peu encore ses produits Internet à base de câble coax sous la marque FiberNet.

PLACER LA BARRE PLUS HAUT

En principe, notre pays devrait atteindre les objectifs numériques de l'Europe. Un récent rapport de la Commission européenne estime que 77% des abonnés belges surfent à des vitesses d'au moins 30 Mbit/s, ce qui est nettement supérieur à la moyenne de 27% dans l'Union européenne et plus élevé que chez nos voisins néerlandais (60%), allemands (20%) et français (10%).

Le vice-Premier ministre et ministre de l'Agenda Numérique et des Télécoms Alexander De Croo affirmait encore récemment qu'il souhaitait placer la barre plus haut encore et conforter notre pays dans son rôle de locomotive dans le domaine du haut débit fixe. "Nous devons nous fixer de nouvelles ambitions. Ainsi, d'ici 2020, la moitié des ménages belges au moins doit avoir accès à des débits Internet de 1 Gbit/s. Pour ce faire, nous planchons sur un plan d'action destiné à stimuler grandement le passage à un Internet ultra-rapide en Belgique. Ce plan est particulièrement important dans la mesure où l'écosystème numérique ne peut survivre que s'il reçoit suffisamment d'oxygène fournie par une infrastructure à haut débit performante."

Toujours dans le cadre du salon de Varsovie, Data News a appris que Belgacom envisageait de lancer un nouveau projet pilote en FTTH à Bruxelles. La question n'est pas tant de savoir si, mais surtout quand un déploiement FTTH à grande échelle est prévu dans notre pays. ☺

Pourquoi la Belgique est bel et bien un géant mondial du FTTH

Parce que plusieurs chercheurs d'iMinds se trouvaient sur le podium et que plusieurs entreprises sont particulièrement performantes sur le marché de niche du FTTH: TE Connectivity (particulièrement bien représentée dans notre pays), la wallonne Skylane Optics (qui a notamment déployé l'infrastructure fibre dans les stades de football lors de la Coupe du Monde au Brésil) et la flamande Comsof. Leur FiberPlanIT est pratiquement l'outil logiciel le plus utilisé au monde pour la planification et la conception de réseaux FTTH. "2014 a été pour nous l'année de la consécration, explique son CEO, Raf Meersman. Plus de 41 millions de connexions fibre optique potentielles réparties sur 25 pays sont cartographiées par notre logiciel." Grâce à cette solution, un opérateur est en mesure de concevoir et de déployer le réseau le plus économique possible. En combinant des algorithmes et des données GIS, le calcul est nettement plus concret et parlant qu'avec une feuille Excel par exemple. "Mais notre grande force est notre flexibilité. Chaque fois que nous sommes confrontés à un nouveau modèle de réseau, nous adaptons notre outil. Ce faisant, nous sommes devenus très complets tout en continuant à faire preuve d'une grande flexibilité à l'égard des prospects."